



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

statistiques

Question écrite n° 84679

Texte de la question

M. Pierre Morel-A-L'Huissier attire l'attention de Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi sur le patrimoine économique de la France. Il souhaiterait connaître son évolution depuis 2007 ainsi que les perspectives pour les années à venir, dans le contexte de la RGPP.

Texte de la réponse

Fin 2009, la valeur du patrimoine économique national est de 12 115 Mdeuros (elle correspond presque exclusivement aux actifs non financiers - 12 147 Mdeuros, les montants des actifs et des passifs financiers détenus par les résidents étant en effet quasiment équilibrés - le solde indique une dette envers le reste du monde de 33 Mdeuros), soit l'équivalent de 7,4 années de produit intérieur net (PIN) (le produit intérieur brut [PIB] mesure la production agrégée des agents économiques résidents au cours de la période. Le PIN s'obtient en déduisant du PIB la consommation de capital fixe [CCF], qui correspond au coût d'usure du capital au cours de la même période. Il en est de même pour le revenu disponible net par rapport au revenu disponible brut.) Elle diminue pour la deuxième année consécutive, mais à un rythme plus modéré : - 1,8 %, après - 3,2 % en 2008 et + 8,2 % en 2007. Après la forte progression des années 1997 à 2007, le retournement de 2008, première baisse enregistrée depuis 30 ans, résultait des baisses conjuguées de la valeur des patrimoines non financier et financier. En 2009, le recul de la valeur du patrimoine non financier s'accroît (- 2,4 % en 2009 après - 0,4 % en 2008 et + 6,9 % en 2007), essentiellement sous l'effet de la baisse des prix de l'immobilier, mais le patrimoine financier net se redresse. Du fait du rebond des marchés boursiers, les actifs financiers, hors produits dérivés (notamment les options, warrants, swaps, contrats à terme, produits très volatiles), sont au total, en 2009, plus dynamiques (+ 6,6 %) que les passifs financiers (+ 6,2 %). Les ménages sont les principaux détenteurs de la richesse nationale (9 275 Mdeuros en 2009). Leur patrimoine se stabilise en 2009, car la hausse de la valeur des actions qu'ils détiennent compense la baisse des prix de l'immobilier : leur patrimoine financier net (actifs financiers moins passifs financiers) se redresse (+ 9,8 % à 2 507 Mdeuros, après - 10,4 % en 2008 et + 6,7 % en 2007), tandis que le recul de leur patrimoine non financier se poursuit (- 3,0 % à 6 768 Mdeuros, après - 1,4 % en 2008 et + 7 % en 2007). La diminution de l'encours des actifs non financiers des ménages, principalement des biens immobiliers (la valeur des biens immobiliers se décompose entre celle des bâtiments et celle des terrains qui les supportent - enregistrés séparément en comptabilité nationale. Les prix des bâtiments suivent l'indice du coût de la construction, pour cette raison, les terrains sur lesquels sont construits les logements, héritent de l'essentiel des plus-values immobilières), s'explique par la poursuite de la baisse du prix des terrains qui les supportent. Sur la période 1997-2007, en revanche, la valeur du patrimoine non financier s'était fortement accrue : + 11,3 % en moyenne par an, cette croissance s'étant cependant ralentie dès 2007. Cette hausse s'expliquait pour plus de 80 %, par l'envolée des prix du marché immobilier et, pour le reste, par les achats soutenus de logements neufs. Après s'être replié en 2008, le patrimoine financier net des ménages se redresse en 2009 pour retrouver son niveau d'avant la crise. Sous le double effet des flux de placements et de la hausse des cours, l'encours de leurs actifs financiers progresse de 8,2 % en 2009, après avoir fléchi de - 5,4 % en 2008 (et progressé de + 7,5 % en 2007). Le patrimoine des administrations publiques

recule fortement, sous l'effet principalement du creusement de leur besoin de financement. Après un fort repli en 2008, la valeur des fonds propres des sociétés se redresse, avec le rebond des marchés boursiers. Pour une description et des données plus détaillées voir « Le patrimoine économique national en 2009 », Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) Première n° 1305 de juillet 2010 (INSEE et Banque de France). http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1305.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Morel-A-L'Huissier](#)

Circonscription : Lozère (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 84679

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 juillet 2010, page 8018

Réponse publiée le : 24 mai 2011, page 5439